



## Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

261 | Janvier-Mars 2013  
Métropoles et villes du Sud

---

# Coopération internationale et développement productif local des Outre-mer

Rémy Louis Budoc

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/6806>

DOI : 10.4000/com.6806

ISSN : 1961-8603

### Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Pagination : 123-127

ISBN : 978-2-86781-851-6

ISSN : 0373-5834

### Référence électronique

Rémy Louis Budoc, « Coopération internationale et développement productif local des Outre-mer », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 261 | Janvier-Mars 2013, mis en ligne le 01 janvier 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/6806> ; DOI : 10.4000/com.6806

---

## Coopération internationale et développement productif local des Outre-mer

Rémy Louis BUDOC<sup>1</sup>

Le positionnement et la superficie de ses Outre-mer sur trois océans, place la France comme deuxième puissance maritime au monde. Mais la réalité est plus complexe, sans doute parce que notre pays n'a pas su prendre véritablement la mesure cette l'immense richesse.

Le CESE (Conseil Economique Social et Environnemental) a souhaité montrer que les Outre-mer, mieux insérés dans leur environnement régional, constituent bel et bien un atout pour notre pays. Ce développement doit être vecteur de croissance et si l'on se réfère à la théorie des étapes de la croissance énoncée après la Seconde Guerre mondiale par l'historien américain Walt Whitman Rostow, les sociétés ultramarines en seraient à la phase du décollage (*take off*), dans leur cheminement de la société traditionnelle à l'ère de consommation de masse. La poursuite de cet élan implique une forte augmentation des investissements pour déclencher une dynamique auto-entretenu de cette croissance.

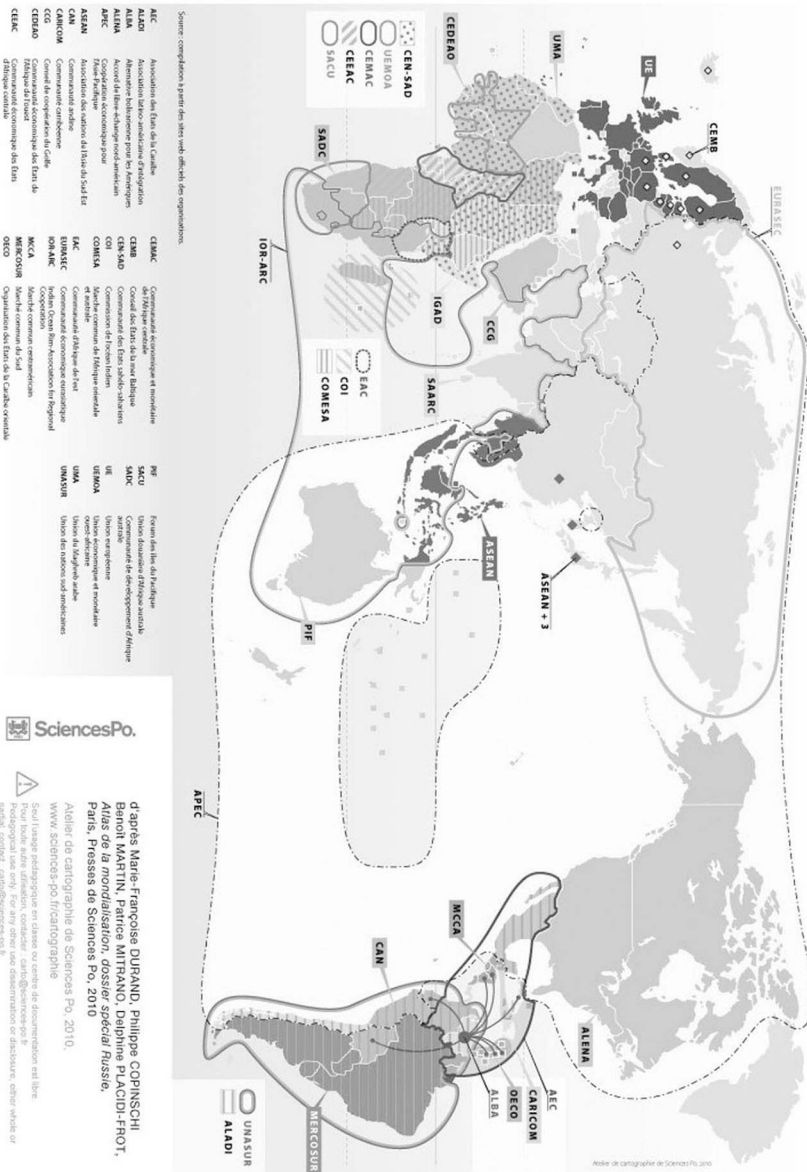
Les outils de la coopération régionale mis en œuvre dans les collectivités ultramarines, s'ils sont améliorés et utilisés intelligemment, offrent des solutions intéressantes pour leur développement endogène conçu comme l'ancrage territorial très fort de ce système productif et une large ouverture sur l'économie internationale. Ils constituent à n'en pas douter une voie de sortie de la relation « de comptoir » qui perdure avec des conditions macro-économiques émanant de l'extérieur, notamment une faible contribution au commerce international import-export et des logiques d'extraversion et de dépendance économique qui pénalisent les échanges géographiquement proches, une formation inflationniste des prix.

---

1. Membre du CESE (Conseil économique social et environnemental), Associé au CEREGMIA de l'UAG (Centre d'Etudes et de Recherche en Economie Gestion Modélisation et Informatique Appliquée, Université Antilles Guyane) ; r.l.b@orange.fr

Au-delà, ils ont à jouer un véritable rôle de catalyseur de développement dans leur zone géographique respective, frontière active de l'Union européenne (voir carte ci-dessous). Au sein des cinq grandes zones de coopération identifiées, les Outre-mer présentent un PIB par habitant et surtout un indicateur de développement humain plutôt favorables par rapport à ceux des pays voisins.

### **Ensembles régionaux à vocation économique, septembre 2010**



### Cinq zones d'influence

Le rapport du CESE définit la zone d'influence de chaque collectivité ultramarine pour renforcer leur capacité de coopération régionale :

**L'espace caraïbe** est la zone de coopération de la Guadeloupe, de la Martinique, de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy. C'est un ensemble de plus de 5,2 millions de km<sup>2</sup> pour près de 250 millions d'habitants répartis sur 38 pays ou territoires.

**La Guyane** occupe une place particulière. Il s'agit du seul territoire du continent sud-américain où il existe une présence de la France et de l'Union européenne.

**L'Océan Indien** est la zone d'influence de la Réunion, de Mayotte et des Terres australes et antarctiques françaises. 2 milliards d'habitants cohabitent autour de l'océan indien. La France apparaît comme la grande puissance du lac francophone située à l'ouest de l'océan Indien.

**L'Océanie** comprend 16 pays indépendants et 15 territoires liés à des États. La Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna constituent pour notre Pays des points d'ancrage dans cette zone. Les enjeux en matière de ressources halieutiques, préservation de la biodiversité et positionnement géostratégiques sont importants.

**Saint-Pierre et Miquelon** se situe dans un environnement géographique qui le cantonne à des relations bilatérales avec le Canada.

Malgré ce fort potentiel, un constat s'impose : l'Union européenne ne conduit pas de véritables politiques régionales de développement dans ses territoires les plus éloignés. En effet, en matière de cohésion les moyens considérables qu'elle met en œuvre sont moins définis par une vision géostratégique que par le simple statut juridique des bénéficiaires (RUP, PTOM, pays ACP, pays tiers, etc.).

Nous avons donc souhaité mettre en lumière les obstacles à l'utilisation des nombreux instruments classiques et spécifiques de la coopération régionale à disposition des collectivités ultramarines pour *in fine* formuler des propositions fortes et opérationnelles. Elles répondent à 4 grands enjeux :

- › **Le premier enjeu est le développement économique, social et environnemental des collectivités ultramarines dans leur bassin de vie respectif.** La mise en œuvre de leur développement passe par l'essor de la production locale et du commerce extérieur avec les États et pays voisins.
- › **Le second enjeu est la promotion et la sauvegarde des identités culturelles ultramarines.** Nos collectivités doivent mettre en valeur

leurs identités culturelles communes dans les relations avec leurs voisins, qu'il s'agisse par exemple de l'identité amazonienne pour la Guyane ou de l'identité mélanésienne pour la Nouvelle-Calédonie.

➤ **Le troisième enjeu vise à mieux organiser et à maîtriser les flux dans les différentes zones concernées.** En matière de flux migratoires entre les collectivités ultramarines et leurs voisins, les objectifs peuvent paraître antinomiques. D'une part, la nécessité de faciliter les échanges d'affaires, de tourisme et d'étudiants doit conduire à l'assouplissement des régimes de visa. D'autre part, la lutte contre l'immigration clandestine constitue une priorité dans le maintien d'un contrat social fragile.

➤ **Le quatrième enjeu est de contribuer au rayonnement de l'Union européenne et au développement de la Francophonie.** Cet enjeu repose en particulier sur la participation des Outre-mer et de la France aux nombreuses organisations régionales.

Afin de répondre à ces enjeux, nous avons organisé des propositions autour de quatre idées fortes.

#### **Quatre axes de préconisations**

**Assurer la mise en œuvre des fondamentaux préalables à la coopération régionale des outre-mer.** Son renforcement passe par la mise en place ou l'amélioration des outils et dispositifs existants, et par l'instauration d'infrastructures et de relations diplomatiques qui ne relèvent pas nécessairement directement de la coopération, mais sont des éléments de contexte indispensables à son efficace élaboration.

**Refonder la gouvernance de la coopération régionale** en insistant sur la double nécessité de mieux coordonner et former les différents acteurs, et de mieux répertorier les actions de coopération menées.

**Donner la priorité aux projets répondants aux intérêts des Outre-mer et de leurs partenaires** en procédant à une meilleure définition et hiérarchisation des objectifs à atteindre afin d'améliorer l'efficacité des actions menées.

**Définir une nouvelle politique européenne de voisinage basée sur le développement humain** en restant particulièrement vigilants à ce que les fonds disponibles pour la coopération régionale soient consolidés et gérés de manière plus efficace.

Autour de ces quatre axes s'organisent une vingtaine de préconisations observant une même logique, qui, dès le début de nos travaux, nous est apparue primordiale. À savoir que ce potentiel de coopération régionale sera pleinement exploité par la consolidation d'un certain nombre d'instruments et dispositifs locaux, nationaux et européens existants afin de donner véritablement

aux acteurs les moyens de leur politique de coopération régionale, tout en préservant les intérêts propres de leur population.

Au niveau régional, nous estimons essentiel, par exemple, que les commissions mixtes transfrontalières soient développées et renouvelées en sorte de permettre aux territoires ultramarins d'y jouer un rôle institutionnel de premier plan. À l'échelle de l'Union, notre Assemblée préconise qu'il soit créé un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) ultrapériphérique afin de fédérer les acteurs locaux et les pays tiers et promouvoir l'émergence de projets concrets répondants aux intérêts réciproques.

L'Union européenne et la France, aujourd'hui confrontées à d'immenses défis, ne peuvent ignorer qu'elles disposent d'atouts forts grâce aux Outre-mer. Nous formulons le vœu que les propositions avancées par notre Assemblée permettent aux décideurs publics de prendre la pleine mesure de ce potentiel de croissance durable et d'engager les réformes nécessaires à sa mise en valeur.

